

Convention collective nationale

IDCC : 2219. – TAXIS

ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES
(OPCO SECTEUR 10)

NOR : ASET1950909M
IDCC : 2219

Entre :

UNT ;

FNAT ;

FNTI ;

FNDT ;

FFTP,

D'une part, et

FGT CFTC ;

FO UNCP taxi,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche taxis (49.32Z) prennent acte de la transformation des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) en la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel notamment l'article 39 « Opérateurs en compétences (OPCO) » au 1^{er} janvier 2019.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord vise les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des taxis (49.32Z).

Article 2

Choix de l'OPCO

Les organisations signataires du présent accord désignent en tant qu'opérateur de compétences (OPCO), l'OPCO secteur 10 tel que défini par le rapport Marx-Bagorski et conformément à l'accord interprofessionnel du 23 novembre 2018 créant l'OPCO PEPSS sous réserve de son agrément au 1^{er} avril 2019.

Article 3

Durée. – Date d'application. – Dépôt et extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

Il fera l'objet des formalités d'extension prévues par les dispositions légales.

Il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chaque organisation syndicale et patronale représentative au niveau de la branche et pour le dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, à la direction générale du travail et au conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions légales et réglementaires.

Article 4

Adhésion

L'adhésion au présent accord se fait dans les conditions prévues par l'article L. 2261-3 du code du travail.

Article 5

Révision. – Dénonciation

Le présent accord pourra être révisé selon les dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail, en respectant un préavis de 3 mois.

Fait à Paris, le 12 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)